

Rebonds

Un projet politique doit sans cesse réinventer l'ordre social.

Les chantiers de la gauche

par ZAKI LAÏDI

Dans un contexte beaucoup plus difficile que prévu pour elle, la gauche se trouve sommée de se redéfinir. Elle est contrainte à cet exercice de fond non seulement parce que les échéances électorales approchent mais aussi parce qu'une fraction croissante de nos concitoyens doute non seulement de l'efficacité mais du sens même du politique. C'est la raison pour laquelle la redéfinition du rôle de la gauche passe par une interrogation préalable sur le sens du politique dans une société complexe travaillée par un individualisme libéral de plus en plus prégnant.

Comme point de départ, il nous faut tout d'abord admettre un fait culturel majeur. Le pouvoir identitaire du politique est encore structurant, mais il n'est plus totalisant. Le politique est encore une identité. Mais ce n'est désormais plus qu'une identité parmi d'autres. Le politique participe à l'identité d'un être. Il n'est plus constitutif de celui-ci. La perte de centralité du politique dans la vie sociale est reflétée par cette statistique anodine mais très significative: 70 % des Français pensent que des désaccords politiques entre conjoints n'ont pas d'importance.

Mais si le politique se transforme, il ne disparaît pas pour autant. Simplement au lieu de façonner, comme il le faisait, un monde commun, garanti par un espace public et des institutions, il est amené à chercher sa place et son sens au milieu de «mondes vécus». Le passage du «monde commun» aux «mondes vécus» est l'expression la plus forte de cette redéfinition du politique. Par monde vécu, il faut entendre les contextes dans lesquels l'individu vit et se représente non plus le monde mais les mondes de sa vie. Pendant longtemps, ces mondes vécus étaient en nombre limité. Il y avait par exemple le monde vécu du travail ou le monde vécu de la famille. Ces mondes se distinguaient tout en se complétant grâce à la médiation de l'espace public construit autour d'institutions (l'école, la justice, la police, l'église, l'armée, etc.). Aujourd'hui, ces mondes vécus ont gagné en nombre et en importance. L'individu s'inscrit dans un nombre croissant de mondes vécus: il y a le monde vécu de sa génération, le monde vécu de sa profession, le monde vécu de sa famille, le monde vécu de ses loisirs, le monde vécu de ses engagements. Et il ne fait guère de doute que la société libérale ne peut que favoriser la démultiplication des mondes vécus, quitte d'ailleurs à les recomposer sous l'effet de la créativité, du besoin, du désir ou du marché.

De proche en proche, les «mondes vécus» se substituent aux institutions ou, ce qui revient au même, transmutent les institutions en «mondes vécus». L'école n'est plus une institution. Elle devient un monde vécu par des enfants et des enseignants. La justice est de moins en moins une institution. Elle est davantage un monde vécu par des victimes et des magistrats. Du coup, toutes les institutions non encore prises en charge par ces «mondes vécus» apparaissent éloignées, abstraites ou distantes. Tout se passe comme si ces mondes vécus étaient à la fois des mondes en soi mais simultanément des mondes pris dans la «mêlée du social», une mêlée dont ils ne peuvent pas s'extraire. De sorte que chaque monde vécu

constitue à la fois un monde à part, mais également un monde concentrant en lui toutes les difficultés et les contradictions de l'ordre social. C'est la raison pour laquelle l'addition des «mondes vécus» ne peut pas faire système et que la somme des mondes vécus ne saurait constituer un monde commun. Pour la gauche cette réalité qui est sociologique avant d'être idéologique a une conséquence. Elle la contraint à repenser la notion même de projet politique. Ce dernier ne se mesure désormais plus à sa capacité à rompre avec l'ordre social existant mais à l'aider à se réinventer en permanence. Le politique ne peut pas tout parce que le politique n'est plus le tout. Certes pour la gauche, cette redéfinition de la responsabilité du politique ne peut être que douloureuse dans la mesure où elle la contraint à admettre que la société française est une société culturellement libérale. Mais mieux vaut accepter cette réalité culturelle que de nourrir la déception de ceux à qui l'on continue de dire qu'il existe une autre politique radicalement différente de celle qui est poursuivie.

Il reste en effet deux lignes de clivage importantes entre la gauche et la droite. La première concerne le rapport à l'égalité. C'est une différence historique, culturelle et idéologique qui garde encore une large partie de sa signification. En dernière analyse, la gauche ne peut penser la liberté sans l'égalité, alors que la droite voit dans la liberté une source fondamentale d'égalité. La gauche croit que le changement crée des gagnants et des perdants, alors que la droite en minimise l'importance ou le naturalise. La droite tend à naturaliser les rapports sociaux, la gauche à les socialiser. Si dans l'espace politique, il n'existait plus de force capable de porter l'idée d'une «socialisation» des rapports humains, c'est l'idée «naturaliste» qui s'imposerait. Elle s'imposerait d'autant plus aisément que si le XX^e siècle fut le siècle de la découverte du social, grâce notamment à la sociologie, le XXI^e siècle risque fort, sous les progrès de la science, d'associer la notion de transformation sociale à celle de transformation génétique de l'individu. Par bien des côtés, ce clivage n'a pas de raison de s'estomper puisque les inégalités sont encore réelles et parfois croissantes. Sauf que les inégalités se sont complexifiées et que les schémas classiques de redistribution qui prévalaient dans des sociétés relativement homogènes ne fonctionnent plus de la même façon.

Il y a une seconde ligne de clivage qui reste significa-

tive entre la droite et la gauche, même si en France la réalité de cette différence a été occultée par la puissance historique du rôle de l'Etat. Elle tient au rapport au bien commun. Quand elle est libérale, la droite se préoccupe avant tout de limiter le pouvoir, alors que la gauche estime que seul le pouvoir de la majorité peut véritablement limiter le pouvoir et notamment le pouvoir d'Etat. Autrement dit, la gauche estime, à bon droit d'ailleurs, que la liberté n'a de sens qu'à l'aune de la démocratie. Or, on constate que dans un contexte de mondialisation, le libéralisme semble faire l'impasse totale sur la question démocratique. Il continue soit à réclamer un allègement des tutelles publiques sur les forces du marché, soit à estimer que les dispositifs fonctionnant dans le cadre des Etats-

nations offrent des garanties suffisantes face à d'éventuels empiètements du marché. Autrement dit, tout se passe comme si le libéralisme en tant que corps de doctrine, avait renoncé à penser l'organisation de contre-pouvoirs contre le pouvoir hégémonique du marché. Or, il est bien évident que les sociétés libérales sont aujourd'hui confrontées à des logiques de marché qui voient de plus en plus les réglementations publiques comme des obstacles à leur épanouissement. Elles ne nient pas l'existence ou la légitimité des Etats. Elles veulent simplement qu'ils assurent des fonctions de délestage social ou environnemental qu'ils ne souhaitent pas ou ne peuvent pas assumer. Il est donc indispensable de réfléchir aux risques de «privatisation du monde» que la mondialisation porte en germe. Dans un contexte de mondialisation, la gauche peut conserver une originalité fondée sur une critique du système capitaliste dès lors que celui-ci affiche une prétention autorégulatrice. Car là aussi, il existe un clivage entre ceux qui voudraient «naturaliser» ce nouveau rapport de forces et ceux qui récuseraient une telle évolution. Une gauche moderne a vocation à combattre la prétention exorbitante de forces du marché dans un monde où les infrastructures et la monnaie seraient de plus en plus immatérielles et privées.

Il n'est pas impossible que nous soyons entrés dans une ère où le capitalisme chercherait à se passer de l'Etat, ce qui, dans son histoire, constituerait bel et bien un fait inédit. Tout au long du XX^e siècle, le clivage entre la droite et la gauche s'est construit autour de la question de la propriété des moyens de production. Aujourd'hui, nous assistons à l'émergence d'une nouvelle question de la propriété qui ne porte plus sur la propriété des usines mais sur celle du vivant, qui ne porte plus sur la nationalisation des entreprises mais sur la reconnaissance de biens publics mondiaux (santé, environnement, sécurité alimentaire). La seule difficulté et elle est de taille vient du fait que cette démarche ne peut pas s'appuyer sur un simple recours à l'Etat mais au travers d'une articulation entre acteurs et notamment au travers d'une relation forte avec les ONG. Pour la gauche le véritable défi consiste à penser l'action collective en dehors d'un simple recours à l'Etat. C'est sur ces questions que la gauche joue son avenir. Et c'est la raison pour laquelle la gauche ne peut être que mondialiste. ●

Zaki Laïdi est chercheur au Ceri. A paraître: «La gauche et venir. Politique et mondialisation» aux Editions de l'Aube.

Le politique n'est qu'une identité parmi d'autres. 70% des Français pensent qu'un désaccord politique entre conjoints est sans importance.